



COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Comité de statistique

Première session  
4-6 février 2009  
Bangkok

**MESURER LES PROGRÈS DES SOCIÉTÉS**

(Point 8 de l'ordre du jour provisoire)

**MESURER LES PROGRÈS DES SOCIÉTÉS: QUELLE UTILITÉ POUR  
L'ASIE ET LE PACIFIQUE ?**

*Note du secrétariat*

La Secrétaire exécutive a l'honneur de communiquer au Comité un rapport établi par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

---

\* Nouveau tirage pour raisons techniques.



## MESURER LES PROGRÈS DES SOCIÉTÉS: QUELLE UTILITÉ POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE ?\*\*

Un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques

### RÉSUMÉ

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est la principale coordonnatrice du projet mondial de mesure des progrès des sociétés lancé officiellement en juillet 2008. Le projet trouve son origine dans la Déclaration d'Istanbul<sup>1</sup>, principal résultat du deuxième Forum mondial de l'OCDE sur les statistiques, les connaissances et les politiques, tenu à Istanbul (Turquie) en juin 2007. La Déclaration préconise un effort concerté pour mesurer et promouvoir les progrès au XXI<sup>e</sup> siècle, en mettant clairement l'accent sur le renforcement des capacités statistiques des pays en développement. L'Organisation des Nations Unies figure parmi les six premiers signataires de la Déclaration.

Dans le présent document, l'OCDE présente les fondements du projet, soulignant en particulier son utilité pour la région de l'Asie et du Pacifique et sa complémentarité avec les initiatives régionales et mondiales connexes.

Le Comité souhaitera peut-être donner des directives sur la participation possible du secrétariat en tant que partenaire du projet mondial.

### TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Introduction .....	3
I. POURQUOI EST-CE IMPORTANT DE MESURER LE PROGRÈS DES SOCIÉTÉS ? ....	3
A. Information et démocratie.....	3
B. Méthodes .....	5
II. LA DÉCLARATION D'ISTANBUL.....	6
III. LE PROJET MONDIAL « MESURER LE PROGRÈS DES SOCIÉTÉS » .....	7
A. Objectifs et activités .....	7
B. Ce que le Projet mondial n'est pas .....	8
IV. MESURER LE PROGRÈS DANS LA RÉGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE: POSSIBILITÉS DE COOPÉRATION .....	9
A. La région de l'Asie et du Pacifique, moteur du mouvement mondial .....	9
B. Vers le troisième Forum mondial: une conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique .....	10
C. La CESAP et le Projet mondial .....	11

---

\*\* Le présent document est une communication de M. Enrico Giovannini, Chef statisticien à l'OCDE. Il a été édité par le secrétariat.

## Introduction

1. La vie s'améliore-t-elle ? Nos sociétés progressent-elles ? Du reste, comment les citoyens du monde définissent-ils le progrès ? Dans notre monde en rapide mutation, peu de questions revêtent davantage d'importance, mais combien sommes-nous à disposer des éléments nécessaires pour y répondre ? Durant la majeure partie du XX<sup>e</sup> siècle, les indicateurs économiques – tels que produit intérieur brut (PIB), produit national brut (PNB) ou taux de croissance économique – ont été utilisés comme indicateurs supplétifs du bien-être général d'une nation. Quoiqu'il en soit, les citoyens se soucient de plus en plus de leur qualité de vie.

2. Ces dernières années, un consensus s'est dégagé sur la nécessité d'envisager de manière plus globale la notion de progrès de la société, en prenant en compte des préoccupations sociales, environnementales et économiques, plutôt que de se focaliser essentiellement sur des indicateurs économiques. Ces séries intégrées d'indicateurs pour mesurer le progrès peuvent aider les gouvernements à axer leur action sur ce qui est réellement important: elles peuvent aider à un débat plus éclairé sur l'état réel d'une société, la direction qu'elle veut prendre, et, plus important encore, les choix à faire pour atteindre l'objectif fixé. En mesurant le progrès, nous pouvons le favoriser.

3. La Déclaration d'Istanbul,<sup>1</sup> signée en juin 2007 par les Nations Unies, l'OCDE, la Banque mondiale et plusieurs autres organisations, exhorte les bureaux statistiques à collaborer avec les autres parties prenantes pour faire progresser les choses dans ce domaine. Un important travail est déjà entrepris concernant la mesure des phénomènes émergents, mais la question n'est pas exclusivement statistique: pour mesurer et faciliter le progrès des sociétés, il faut tenir compte de plusieurs autres dimensions, comme la gouvernance et la communication. Le projet mondial « Mesurer le progrès des sociétés », accueilli par l'OCDE et mis en œuvre sous la forme d'un réseau de réseaux regroupant plusieurs organisations internationales et d'autres organismes, vise à devenir le point de référence mondial pour tous ceux qui désirent comprendre et mesurer le progrès de leur société.

4. Le présent document explique brièvement pourquoi il est important de mesurer le progrès des sociétés, ce que le Projet mondial compte accomplir et comment il pourrait bénéficier aux travaux statistiques effectués dans la région de l'Asie et du Pacifique.

## I. POURQUOI EST-CE IMPORTANT DE MESURER LE PROGRÈS DES SOCIÉTÉS ?

### A. Information et démocratie

5. L'information joue un rôle crucial dans les processus politique et économique. La multiplication des informations accessibles, conjuguée aux avancées réalisées dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC), a transformé le mode de fonctionnement des marchés et des sociétés. Cependant, l'idéal du « décideur pleinement informé » est loin de devenir

---

<sup>1</sup> Voir <http://www.oecd.org/dataoecd/23/54/39558011.pdf>.

réalité: bien que les citoyens soient constamment bombardés d'informations, ces dernières ne se traduisent pas nécessairement en connaissances. En fait, il arrive souvent que les gens ne comprennent pas complètement les débats en cours sur les politiques publiques, et se sentent menacés par la complexité des problèmes mondiaux et la polarité des prétendues preuves avancées par les différents camps dans les débats concernant des problèmes tels que les changements climatiques, les migrations, et la mondialisation de l'économie. Pour être sain, le processus politique doit donner au citoyen l'accès à des informations fiables sur les résultats des politiques passées (c'est-à-dire sur leurs résultats économiques et sociaux) ou sur les résultats escomptés des politiques envisagées. Il s'agit là d'une question essentielle pour la démocratie. Plus un électorat sera capable de demander à ses dirigeants de rendre compte de leurs actes, plus les décideurs seront incités à élaborer de meilleures politiques. L'utilisation de méthodes transparentes et rigoureuses et de critères communs pour la mesure du progrès des sociétés dans tous les domaines ayant une incidence sur le bien-être d'une société, est de nature à promouvoir une culture de la décision fondée sur des faits concrets et à renforcer le lien entre statistiques, connaissances et élaboration des politiques.

6. Les données statistiques jouent un rôle fondamental à cet égard, mais pour avoir une quelconque influence, elles doivent être pertinentes, c'est-à-dire qu'elles doivent pouvoir décrire ce à quoi les sociétés et les personnes accordent réellement de l'attention. Il est également évident que les statisticiens devront sans cesse améliorer leurs systèmes de mesure, en tirant profit du travail effectué par les chercheurs. Aujourd'hui cependant, beaucoup de données sont produites par des sources non officielles, et sont en concurrence avec celles produites par les sources officielles. Cette multiplicité des sources et des données peut produire une cacophonie statistique qui n'aide pas les décideurs et qui peut amener des hommes politiques et des groupes de pression à utiliser intentionnellement les statistiques de manière abusive. Il faut faire face à ce défi en tenant compte à la fois des questions techniques et des questions de gouvernance: si les bureaux statistiques nationaux veulent jouer un plus grand rôle à l'ère de l'information, ils doivent être perçus comme étant des institutions innovantes et compétentes qui investissent non seulement dans la méthodologie, mais également dans des domaines tels que la communication et la compétence des utilisateurs. En donnant une image statistique exhaustive du progrès d'une société, les bureaux statistiques pourraient en effet rehausser leur propre prestige dans le monde actuel.

7. Depuis une dizaine d'années, on assiste à une véritable explosion d'intérêt pour la production de mesures du progrès des sociétés. Des initiatives visant à mettre au point des ensembles d'indicateurs de progrès se rencontrent partout dans le monde, aussi bien dans les pays riches que dans les pays pauvres, aux niveaux local, national et régional, et sont mises en œuvre par différents types d'organisations, notamment des organismes publics, des fondations sans but lucratif, des établissements universitaires, et des associations communautaires. En 2008, le Président français Nicolas Sarkozy a créé la Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès

social, qui est présidée par Joseph Stiglitz et dont font partie quatre prix Nobel et plusieurs experts mondiaux. Le Forum économique mondial a établi le Conseil mondial pour la définition de normes de référence pour mesurer le progrès des sociétés, qui est présidé par le Chef statisticien de l'OCDE. Plusieurs initiatives nationales ont également été lancées pour inciter les sociétés à mesurer leur progrès à l'aide de quelques indicateurs statistiques clefs. Des centaines d'initiatives sont en cours avec pour objet l'évaluation des progrès des communautés locales.

8. En présentant son initiative, le Président Sarkozy a souligné que depuis longtemps, des interrogations croissantes se sont exprimées sur la pertinence des mesures actuelles de la performance économique, notamment celles fondées sur les chiffres du PIB. En outre, la remise en question de ces chiffres vise plus largement leur validité comme mesures du bien-être social. Ce manque de pertinence du point de vue de la durabilité économique, écologique et sociale est particulièrement préoccupant. L'énorme fossé qui existe entre les données mesurant traditionnellement d'importantes variables socioéconomiques (telles que croissance, inflation et inégalités) et le sentiment général d'une population peut influencer grandement l'opinion publique et déterminer l'avenir d'un gouvernement. Il s'agit ici d'une question à la fois analytique et politique, et les systèmes statistiques actuels, certes encore bien utiles il n'y a pas si longtemps, ont besoin d'une sérieuse révision.

## **B. Méthodes**

9. Le progrès des sociétés peut se mesurer en employant bon nombre de méthodes, mais celles-ci se répartissent généralement en trois grandes catégories: l'extension des systèmes de base fondés sur le revenu national afin qu'ils couvrent également les dimensions sociales et environnementales; l'utilisation d'un vaste ensemble d'indicateurs couvrant les dimensions économiques, sociales et environnementales (il est également possible d'utiliser des indicateurs composites pour résumer le tout en un seul chiffre); et l'utilisation de mesures subjectives du bien-être, de la satisfaction de la vie ou encore du bonheur. Chaque méthode a ses avantages et ses inconvénients, mais la plus prometteuse (et la plus pratique à moyen terme) semble être la deuxième, l'utilisation d'un ensemble d'indicateurs, mais cela à deux importantes réserves près:

a) Premièrement, l'intégration d'indicateurs objectifs et subjectifs est désormais envisagée plus positivement qu'elle ne l'était il y a quelques années, car il est démontré que ces derniers apportent de précieuses données supplémentaires permettant d'évaluer plusieurs aspects du bien-être (santé, biens relationnels, etc.);

b) Deuxièmement, le choix d'indicateurs clefs est un processus politique qui doit être mené démocratiquement, c'est-à-dire en intégrant toutes les composantes de la société (gouvernement, opposition, syndicats, associations professionnelles, société civile, etc.), afin de donner à l'ensemble d'indicateurs une large légitimité – condition nécessaire pour que ces indicateurs reçoivent la confiance des citoyens et fassent en quelque sorte partie de la culture commune.

## II. LA DÉCLARATION D'ISTANBUL

10. Reconnaissant l'émergence de ce mouvement mondial, l'OCDE a organisé en juin 2007, à Istanbul, en collaboration avec d'autres organisations internationales, le deuxième Forum mondial sur les statistiques, la connaissance et les politiques, dont le thème était: « Mesurer et favoriser le progrès des sociétés ». Ce Forum a réuni quelque 1 200 personnes venues de plus de 130 pays. Présidents et ministres, chefs statisticiens, personnalités influentes de la société civile, dirigeants de grandes entreprises, responsables de fondations caritatives et universitaires de renom s'y sont tous retrouvés côte-à-côte, et ont manifesté leur volonté commune de mettre au point de meilleures mesures du progrès mondial.

11. Le Forum a débouché sur la Déclaration d'Istanbul, qui a été signée par la Commission européenne, l'Organisation des pays islamiques, l'OCDE, l'Organisation des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux, la Banque mondiale, et plusieurs autres organisations. La Déclaration appelle à définir le sens du mot « progrès » au XXI<sup>e</sup> siècle, et à stimuler le débat international en se basant sur des statistiques et des indicateurs solides, à la fois sur les questions mondiales du progrès des sociétés et les comparaisons de ces progrès. La Déclaration exhorte notamment à agir pour:

- a) encourager les communautés à réfléchir sur le sens du mot « progrès » au XXI<sup>e</sup> siècle;
- b) partager les meilleures pratiques sur la mesure du progrès sociétal et renforcer la prise de conscience quant à la nécessité d'utiliser des méthodes de qualité et fiables;
- c) stimuler le débat international en se basant sur des statistiques et des indicateurs, à la fois sur les questions mondiales du progrès des sociétés et les comparaisons de ces progrès;
- d) élargir et développer la compréhension générale du public quant aux évolutions en cours, tout en mettant l'accent sur certains domaines où le changement est significatif ou les connaissances inadéquates;
- e) plaider en faveur d'investissements appropriés permettant de renforcer la capacité d'élaboration de statistiques (en particulier dans les pays en développement) faciliter l'accès aux données et indicateurs permettant d'orienter les programmes de développement et faire le point quant à la réalisation d'objectifs internationaux tels que les Objectifs du Millénaire pour le développement.

12. Les participants au Forum mondial ont estimé que le monde avait besoin d'un élément moteur dans ce domaine. Ayant cela à l'esprit, l'OCDE a décidé, en collaboration avec diverses autres organisations internationales et autres experts en la matière, de travailler à l'élaboration d'un projet mondial sur la mesure du progrès afin d'orienter et de stimuler le débat sur ces questions clés à un

niveau international. Cette initiative a abouti à la création par le Conseil de l'OCDE du Projet mondial sur la mesure du progrès des sociétés, avec l'avis favorable du Comité des statistiques de l'OCDE, qui a désigné trois membres de plein droit du Conseil du Projet comme conseillers techniques.

### **III. LE PROJET MONDIAL « MESURER LE PROGRÈS DES SOCIÉTÉS »**

#### **A. Objectifs et activités**

13. La déclaration de mission du Projet mondial sur la mesure du progrès des sociétés stipule que « le projet est ouvert à tous les secteurs de la société » et la Déclaration d'Istanbul exhorte « les bureaux statistiques, les organisations publiques et privées ainsi que les experts universitaires à collaborer avec les représentants de leurs populations pour produire des informations de qualité, basées sur des faits concrets que l'ensemble des sociétés peut utiliser pour définir une vision commune de leur bien-être et son évolution au fil du temps ». Le but du Projet mondial est d'aider les sociétés à apporter des réponses aux questions suivantes:

a) *Que faut-il mesurer ?* Si l'on veut mesurer le progrès, autant savoir de quoi il s'agit. Or, le terme « progrès » n'a évidemment pas le même sens dans toutes les sociétés, d'où cet objectif de promouvoir, et de faciliter le dialogue sur la signification que chaque société attribue à la notion de progrès. Le Projet élabore des lignes directrices sur la manière d'organiser les initiatives destinées à mesurer le progrès aux niveaux national et local.

b) *Comment procéder ?* Avec la collaboration d'experts du monde entier, le Projet permettra de mieux comprendre comment mesurer le progrès, en particulier dans les domaines nouveaux et complexes, où il n'existe pas encore de normes statistiques. Les avis sont unanimes pour reconnaître que ces domaines (sécurité, droit de l'homme, qualité de vie, etc.) sont importants, mais beaucoup moins sur la signification à accorder au progrès dans chacun d'eux, et sur la façon de l'évaluer. La mise au point d'un ensemble de mesures précises et représentatives du progrès dans une société n'est pas une tâche facile, en particulier pour les pays en développement. C'est pourquoi, il est prévu de préparer un manuel, des cours de formation, ainsi que d'autres supports pour ceux qui en auront besoin. Les données sur le progrès ne seront utilisées que si elles sont fiables, précises et objectives: par conséquent, le Projet définira des principes de qualité pour des outils de mesure du progrès, qui serviront ensuite à juger si telle ou telle série d'indicateurs proposée peut être ou non acceptée dans le cadre du Projet.

c) *Comment faire en sorte que les mesures statistiques soient utilisées ?* Lorsqu'il existe des statistiques de qualité, elles passent trop souvent inaperçues, ou sont mal comprises par un large pan du public. Les nouveaux outils fondés sur les TIC peuvent apporter à cet égard des améliorations considérables: le Projet favorisera la mise au point de nouveaux outils et de nouvelles méthodes pour aider les décideurs et les citoyens à mieux connaître leur société grâce aux informations statistiques.



14. Le Projet mondial est une initiative commune. Il s'agit d'un réseau de réseaux qui offre un espace d'apprentissage et d'échange pour tous les groupes et individus du monde entier qui s'intéressent à la mesure du progrès des sociétés. Les principaux partenaires du Projet mondial sont l'OCDE, la Banque mondiale, le PNUD, l'UNICEF, la Banque interaméricaine de développement, la Banque africaine de développement, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), l'Organisation Internationale des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques, la Commission européenne, et le Conseil de l'Europe. Plusieurs centres de recherche, organisations non gouvernementales et bureaux statistiques des pays en développement et des pays développés sont également associés au Projet mondial. L'intensification des activités dans ce domaine, partout dans le monde, et les avancées réalisées dans le secteur des technologies de la communication offrent la possibilité de mettre en commun cette vaste richesse d'expérience sous la forme d'un grand réseau plus cohérent et mieux structuré, et ainsi de mieux répondre à la question que de plus en plus de sociétés (et d'individus) se posent: vers quoi allons-nous ?

15. Les activités du Projet mondial seront fondées sur quatre grands piliers:

- Recherche statistique;
- Élaboration d'outils fondés sur les TIC pour aider à transformer les statistiques en connaissances;
- Sensibilisation du public et création d'institutions;
- Développement d'une infrastructure mondiale pour favoriser et mesurer le progrès.

16. Plusieurs produits et activités sont prévus au cours de la prochaine période biennale, notamment: la publication de manuels sur la mesure du progrès aux niveaux national et local; la réalisation de différents supports didactiques et cours de formation; l'élaboration de lignes directrices sur la façon de mesurer les dimensions pertinentes du progrès des sociétés; et la création d'une plateforme mondiale en ligne au service des citoyens du monde entier pour qu'ils comprennent et débattent, à l'aide des indicateurs statistiques, des progrès réalisés à l'échelle planétaire ou par un pays ou une région en particulier.

17. Le Projet mondial a pris un élan nouveau depuis le deuxième Forum mondial d'Istanbul et certaines initiatives nationales mises en œuvre par d'autres organismes (en Australie, en Hongrie, au Canada, et au Maroc notamment) bénéficient actuellement de ses conseils.

### **B. Ce que le Projet mondial n'est pas**

18. Certaines idées fausses communément répandues sont associées au Projet mondial:

a) Le Projet mondial *ne vise pas* à définir un ensemble commun de mesures du progrès pour le monde entier, mais plutôt à encourager le débat dans chaque société sur la définition du progrès.

b) Le Projet mondial *ne vise pas* à remplacer les travaux statistiques essentiels qui ont été effectués dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et d'autres stratégies existantes. Les indicateurs des OMD s'avèrent être un instrument utile pour le suivi des progrès vers la réalisation des objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire. Les actions entreprises au titre du Projet mondial pour encourager le débat sur la définition du progrès, aussi bien dans les pays en développement que dans les pays développés, visent à compléter, et non à remplacer, les projets statistiques existants.

c) Le Projet mondial *n'est pas* axé uniquement sur la mesure du bonheur. Le bien-être et les changements sociétaux sont des phénomènes extrêmement complexes dont on ne pourra jamais parfaitement rendre compte par des données chiffrées, aussi élaborées soient-elles. La philosophie du Projet mondial est d'examiner la valeur des nouvelles méthodes qui vont au-delà des conceptions économiques traditionnelles et étriquées du développement, afin de donner une mesure du progrès qui soit aussi précise et satisfaisante du point de vue technique que possible. Pour ce faire, il faut adopter une méthode interdisciplinaire. Les travaux sur la mesure du bonheur que l'on trouve dans la littérature économique et psychologique n'en constitue qu'une partie. D'autres domaines importants doivent entrer en ligne de compte dans l'élaboration d'indicateurs: développement durable, qualité de vie, cohésion sociale, pauvreté multidimensionnelle, santé publique, capital social, engagement citoyen, confiance, et bien d'autres.

d) Le Projet mondial *n'exclut pas* les bureaux statistiques. Au contraire, le Projet vise à les appuyer dans leurs missions en leur faisant profiter des travaux de recherche menés partout dans le monde, en utilisant des instruments de diffusion et de communication innovants, en renforçant leur capital humain à travers des cours de formation, et en préconisant d'investir plus massivement dans le renforcement des capacités statistiques, en étroite collaboration avec le Partenariat statistique au service du développement à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle (PARIS 21). Plusieurs bureaux statistiques de pays en développement et de pays développés ont vigoureusement soutenu le travail effectué par le Projet mondial depuis sa création. Le bureau statistique coréen organise en collaboration avec l'OCDE le troisième Forum mondial en octobre 2009, et le bureau statistique indien sera le partenaire de l'OCDE pour l'organisation du quatrième Forum mondial en 2012.

#### **IV. MESURER LE PROGRÈS DANS LA RÉGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE: POSSIBILITÉS DE COOPÉRATION**

##### **A. La région de l'Asie et du Pacifique, moteur du mouvement mondial**

19. L'avenir du monde dépendra en grande partie de ce qui se passera dans les pays en croissance d'Asie et du Pacifique: la situation dans ces pays ne pourra manquer d'influencer fortement le progrès mondial, étant donné l'ampleur de la croissance démographique et économique dans cette région.

20. De nombreux pays de la région de l'Asie et du Pacifique jouent déjà un rôle crucial dans le nouveau mouvement mondial concernant les initiatives destinées à mesurer le progrès. Par exemple, la notion de bonheur national brut, qui place le bien-être des personnes au premier rang des priorités de développement national, a pour la première fois été utilisé, en 1972, par le Roi du Bhoutan, Jigme Singye Wangchuck<sup>2</sup>. Bien que ce concept ait été élaboré dans le contexte historique et spirituel du Bhoutan, il a trouvé un écho partout dans le monde. Le Centre d'études bhoutanaises travaille actuellement, en collaboration avec des instituts de recherche et d'analyse des politiques du monde entier, à la promotion de l'idée de bonheur national brut.

21. La publication par le Bureau statistique australien du rapport intitulé *Measuring Australia's Progress* constitue une autre initiative régionale qui fait école. Ce rapport statistique (dont l'édition la plus récente s'intitule *Measures of Australia's Progress*<sup>3</sup>), met côte à côte certains aspects clefs du progrès et analyse les liens qui les unissent. Il ne cherche pas à mesurer chaque aspect important du progrès, mais il donne un aperçu de nombre de progrès parmi les plus importants réalisés au niveau national, en les présentant de manière rapidement compréhensible. Ce rapport éclaire et stimule le débat public et encourage tous les Australiens à envisager le progrès dans son ensemble. L'expérience australienne a fortement influencé la conception générale du Projet mondial. Elle a aussi encouragé d'autres bureaux statistiques à entreprendre un travail similaire (notamment en Irlande et en Italie).

22. Lors de la conférence organisée pour la région de l'Asie et du Pacifique en vue de préparer le Forum mondial d'Istanbul, plusieurs pays ont rendu compte de leurs efforts pour mesurer le progrès social, et la réunion a clairement affirmé l'importance de cette démarche.

### **B. Vers le troisième Forum mondial: une conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique**

23. Le troisième Forum mondial sur les statistiques, les connaissances et les politiques se tiendra à Busan (République de Corée) du 27 au 30 octobre 2009. Le Forum devrait regrouper quelque 1 500 participants de haut niveau – hommes politiques et décideurs, faiseurs d'opinion, prix Nobel, statisticiens, universitaires, journalistes et représentants de la société civile – venant de plus de 130 pays. Le Forum, organisé par l'OCDE, le bureau statistique coréen et le Gouvernement de la République de Corée, se situera dans le prolongement des précédents Forums mondiaux et de la Déclaration d'Istanbul.

---

<sup>2</sup> Dasho Meghraj Gurung résume la philosophie bhoutanaise comme suit: « L'idée de bonheur national brut relie les objectifs de développement du Bhoutan à la recherche du bonheur. Cette idée reflète donc la vision bhoutanaise de l'objet de la vie humaine, qui met la réalisation de l'individu au centre des objectifs de développement de la nation, ce qui constitue une priorité de la société bhoutanaise dans son ensemble, mais aussi des individus qui la composent ». « Gross National Happiness », Rapport de la Conférence sur le Bonheur National Brut, Bhoutan, 18-20 février 2004, p. 13, disponible à [www.grossinternationalhappiness.org/downloads/GIH\\_report\\_18-2-04.doc](http://www.grossinternationalhappiness.org/downloads/GIH_report_18-2-04.doc).

<sup>3</sup> Dennis Trewin, *Measures of Australia's Progress*, Bureau statistique australien (Commonwealth of Australia, 2006).

24. Pendant la période précédant le Forum, différentes manifestations régionales et thématiques seront organisées partout dans le monde. Une importante conférence se tiendra notamment à l'Université de Kyoto, au Japon, les 23 et 24 mars 2009. La conférence de Kyoto, organisée par l'OCDE et l'Université de Kyoto, réunira des organisations internationales, des universités, des entreprises et des fondations de la région pour débattre de l'intérêt pour les sociétés de l'Asie et du Pacifique d'élaborer des conceptions vastes et communes du progrès – selon un processus allant de la base au sommet. Elle permettra également un débat sur l'importance de transformer les mesures statistiques du progrès en connaissances sociétales, et un examen des idées les plus récentes sur la façon d'atteindre ces objectifs, y compris la question de savoir comment les différentes institutions peuvent aider à mieux mesurer le progrès et à échanger les indicateurs de progrès sociétal. Les participants analyseront également comment de meilleures mesures peuvent mener à l'élaboration de meilleures politiques pour faire face aux préoccupations des sociétés d'Asie et du Pacifique, en ce qui concerne notamment: la mondialisation et la valorisation des ressources humaines; la sécurité énergétique et la lutte contre la pauvreté; la sécurité et la démocratie; la vulnérabilité économique, sociale et écologique; la santé, les services de santé et la technologie médicale.

25. La sixième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique, qui se tiendra en 2010, réexaminera les questions concernant la qualité de la croissance économique, l'efficacité et la résilience des ressources, et les emplois nouveaux ou en mutation. Cette conférence pourrait offrir une nouvelle possibilité de concertation régionale permettant d'atteindre un consensus régional sur les questions relatives aux indicateurs de progrès sociétal.

### **C. La CESAP et le Projet mondial**

26. Le fait que les deux prochains Forums mondiaux sur les statistiques, les connaissances et les politiques seront organisés en Asie témoigne de l'importance de cette région du monde pour l'avenir du Projet mondial. De plus, la CESAP est l'organisme clef de la région de l'Asie et du Pacifique pour les questions économiques et sociales et les statistiques qui s'y rapportent, et il est naturel que le Comité de statistique, nouvellement rétabli, soit le point de référence du Projet dans la région. Le Projet mondial est donc soucieux d'explorer toutes les possibilités de renforcer les liens entre ses propres activités et celles de la CESAP et de son Comité de statistique.

27. Tous les membres de la CESAP seront invités à participer à la Conférence de Kyoto en mars 2009 et au Forum mondial en octobre 2009. Les membres sont invités à donner leur avis et à faire des suggestions concernant les points de l'ordre du jour et les intervenants.

28. Des contacts ont été établis avec l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique en vue d'organiser, selon les besoins, des cours de formation dans la région. La première université d'été organisée en septembre 2008 par le Projet mondial, *Statistics, Knowledge and Policy: Understanding Social Change* (Statistiques, connaissances et politiques: comprendre les changements sociaux), a été une grande réussite et inspirera des expériences similaires partout dans le monde.

29. Le Comité souhaitera peut-être:

a) Recommander au secrétariat d'étudier la possibilité de collaborer avec l'OCDE pour l'organisation du troisième Forum mondial sur les statistiques, les connaissances et les politiques, qui doit se tenir à Busan (République de Corée) en 2009, en désignant un membre au comité scientifique qui sera chargé de superviser l'organisation du Forum;

b) Recommander que la CESAP devienne un partenaire officiel du Projet mondial, au côté des organisations partenaires actuelles que sont l'OCDE, la Banque mondiale, le PNUD, l'UNICEF, la Banque interaméricaine de développement, la Banque africaine de développement, la CESA, et la Commission européenne. Les partenaires sont représentés au sein du Conseil d'administration du Projet mondial et se chargent de la gestion du Projet ou de certains sous-projets;

c) Recommander que la CESAP joue un rôle de premier plan dans la mise en œuvre du Projet mondial dans la région de l'Asie et du Pacifique et, qu'à cet égard, le secrétariat élabore un plan de projet pour la prochaine période biennale en étroite collaboration avec le Bureau du Projet mondial.

- - - - -